

Scientia Canadensis

Canadian Journal of the History of Science, Technology and Medicine
Revue canadienne d'histoire des sciences, des techniques et de la médecine

Scientia
Canadensis

The Politics of Population: State Formation, Statistics and the Census of Canada, 1840-1875. Par Bruce Curtis. (Toronto: University of Toronto Press, 2000. 400 p. ISBN 0-8020-8585-7 \$29.95)

Morgane Labbé

Volume 27, 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800466ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800466ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

CSTHA/AHSTC

ISSN

0829-2507 (imprimé)

1918-7750 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Labbé, M. (2003). Compte rendu de [*The Politics of Population: State Formation, Statistics and the Census of Canada, 1840-1875.* Par Bruce Curtis. (Toronto: University of Toronto Press, 2000. 400 p. ISBN 0-8020-8585-7 \$29.95)]. *Scientia Canadensis*, 27, 112–115. <https://doi.org/10.7202/800466ar>

Tous droits réservés © Canadian Science and Technology Historical Association / Association pour l'histoire de la science et de la technologie au Canada, 2005

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

The Politics of Population: State Formation, Statistics and the Census of Canada, 1840–1875. Par Bruce Curtis. (Toronto: University of Toronto Press, 2000. 400 p. ISBN 0-8020-8585-7 \$29.95)

L'ouvrage de Bruce Curtis contribue de manière magistrale aux renouvellements que connaît l'histoire de la statistique depuis une dizaine d'années sous l'impulsion de travaux s'inscrivant dans une démarche d'histoire et de sociologie des sciences. Il s'intéresse à la statistique publique, c'est-à-dire aux systèmes d'enregistrement mis en place par les États au dix-neuvième siècle dans le sillage de leur essor administratif. Ces systèmes, dont les deux procédures majeures sont le recensement

et l'état civil, ont recouru à des techniques d'observations et de production d'informations chiffrées de plus en plus complexes. Les récits officiels et souvent hagiographiques des instituts de statistique, versions longtemps dominantes, envisagent leur histoire comme celle de leur amélioration continue, et dont la qualité se mesure à l'aune de l'exactitude des observations recueillies et supposées de plus en plus ajustées à une « réalité » posée comme extérieure. Rompre avec ces récits, c'est d'abord considérer la statistique non plus comme un instrument qui reflète le monde social, mais qui contribue aussi à l'instituer. Cela suppose alors d'ouvrir les « boîtes noires » que constituent les catégories, les critères, les dénominations autant d'évidences, qui « configurent les relations sociales dans une population », pour reprendre l'expression de Curtis.

L'auteur s'est intéressé aux premiers recensements canadiens qui ont été réalisés durant les années 1840 à 1870. Au cours de cette période, l'État se constitue comme une entité souveraine dotée d'institutions politiques représentatives et d'une administration centralisée. Comme ailleurs, son essor s'accompagna d'une demande croissante d'informations chiffrées, mais celle-ci resta longtemps mal définie et s'apparentait toujours aux inventaires des ressources des dénombrements des siècles antérieurs. Dans un récit rigoureux et détaillé mais jamais fastidieux, le livre relate les péripéties des recensements de 1842, 1848, 1850, 1861, qui ponctuèrent ces trois décennies par leurs échecs successifs, jusqu'à celui de 1871 qui deviendra le premier recensement « scientifique ». L'originalité de la recherche de Curtis tient d'abord à l'intérêt qu'il a porté à des opérations qui furent des échecs patents, et qui mettent en évidence l'activité d'administrateurs médiocres dans un paysage politique souvent marqué par le clientélisme. Walter Crofton puis William Hutton se succédèrent à la tête du « bureau de l'enregistrement et de la statistique », structure encore provisoire, plus proche de la commission gouvernementale que des bureaux alors institués en Europe. Comme ailleurs toutefois, les échecs de ces premiers dénombrements tenaient autant aux déficiences de l'infrastructure administrative devant relayer l'administration centrale au niveau local, qu'aux oppositions des populations locales suspectant le recensement de visées fiscales. Le cas étudié ici montre de nouveau combien dans l'histoire des grandes entreprises de connaissance de la nation, qu'elles soient cartographique ou statistique, les deux projets de construction des espaces cognitif et politique se trouvaient liés. Mais le projet cognitif des autorités resta longtemps mal défini et les instructions qui devaient guider les enquêteurs firent défaut. La documentation qu'ils léguèrent, et qui constitue le fond d'archives remarquable exploité par Curtis, éclaire leurs difficultés à saisir des situations particulières qui défiaient les catégories du recensement en

l'absence de critère de mise en équivalence. Cas exemplaire de la question sur les résidents qui visait à assigner un individu à un lieu, mais se heurtait à la diversité des situations individuelles de résidence et des motifs d'absence, ainsi qu'aux traitements des populations dites « flottantes »—visiteurs, personnes de passage, travailleurs occasionnels. L'auteur nous introduit au plus prêt de la matérialité du recensement pour saisir les pratiques des enquêteurs. Il rapporte comment ceux-ci, dépourvus de protocoles d'observation, inscrivaient dans les marges et espaces vacants du questionnaire leurs remarques pour souligner des incohérences, mais aussi pour justifier leurs interprétations et les savoir-faire locaux qu'ils avaient sollicités pour régler ces problèmes.

Cette partie de l'ouvrage, aussi riche qu'innovante par son approche anthropologique, prend tout son relief avec l'analyse qui suit du recensement de 1871, dont l'organisation rompait radicalement avec ces pratiques. Si l'élaboration de protocoles d'observation et de règles standardisées signait la scientificité de l'opération, l'auteur en saisit l'enjeu dans le renversement des rapports entre les acteurs sur le terrain (enquêteurs, superviseurs) et le bureau de statistique, désormais seule instance qui énonce avec autorité ce qu'il faut observer, et lutte pour cela contre le rôle tenu auparavant par les idiosyncrasies locales. La rupture introduite par ce recensement permet à Curtis d'exposer sa thèse dans une filiation avec les réflexions théoriques de Michel Foucault, et selon laquelle, par delà les améliorations techniques, ce recensement met en oeuvre une notion nouvelle de « population » qui relève d'un projet politique de mise en forme et de gouvernance du social. On peut y voir aussi une inflexion foucauldienne, certes stimulante et argumentée, à des catégories qui ont déjà établi et prouvé leur capacité d'analyse en histoire de la statistique, celles notamment issues des travaux d'Alain Desrosières (auquel l'auteur se réfère toutefois) sur les opérations de mise en équivalence, de codage et de tabulation, considérées comme autant d'opérations cognitives qui produisent une réalité d'un autre ordre, et stabilisent des objets dans une perspective d'action.

L'attention que l'auteur a accordée à l'organisateur et responsable de ce nouveau recensement, Joseph Charles Taché, est aussi très instructive. Alors que la majorité des travaux historiographiques ont surtout mis en évidence le rôle des libéraux dans la promotion de la statistique, l'exemple canadien présente une toute autre modalité de l'articulation entre projet politique et recensement. En effet, Taché représente un courant conservateur avec des positions idéologiques radicales mêlant catholicisme et nationalisme, partisan de l'interventionnisme politique pour défendre le modèle d'une société rurale et domestique. Que cette idéologie conservatrice aux relents si rétrogrades ait pu être conciliée avec la promotion d'une technologie jugée progressiste et rationnelle, un vec-

teur de la modernisation de l'État, est à première vue étonnant. Mais comme l'a rappelé Benedict Anderson, le recensement est un outil d'objectivation et de légitimation que les courants nationalistes ont su habilement mobiliser pour construire les imaginaires nationaux. Cette éventualité s'applique à l'histoire du Canada marquée à cette époque par les tensions et rivalités communautaires, et plus particulièrement à l'usage que Taché fit du recensement pour construire et consolider la représentation d'une communauté française et catholique homogène. L'éclairage sociologique est le plus convaincant, quand l'auteur dresse le portrait et la carrière de ces intellectuels francophones autour de Taché, dont l'activisme politique doublée de cette compétence technique sur la statistique leur permet en définitive de gagner une position d'autorité et de référence dans des débats politiques qui utilisent de manière très frappante, et très tôt à la différence des pays européens, les argumentaires statistiques. L'ouvrage de Bruce Curtis nous offre ainsi une contribution remarquable sur les relations entre l'histoire des savoirs et l'histoire politique.

Morgane Labbé

Notice biographique : Morgane Labbé travaille sur l'histoire de la statistique et de la cartographie dans les pays germaniques au dix-neuvième siècle. Elle a rédigé sur le sujet un article intitulé « Dénombrer les nationalités en Prusse au 19^e siècle : entre pratique d'administration locale et connaissance statistique de la population », *Annales de démographie historique* (2003). Adresse : École des hautes études en sciences sociales, 105, boulevard Raspail, 75006 Paris, France. Courriel : <morgane.labbe@ehess.fr>